

07/12/2009



## Assemblée générale AG/10900

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale  
Soixante-quatrième session  
59<sup>e</sup> séance plénière – matin & après-midi

### **L'ASSEMBLÉE ÉNUMÈRE DES MESURES POUR UNE MEILLEURE COORDINATION DES SECOURS ET POUR LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL HUMANITAIRE**

Au cours d'un débat consacré à l'aide humanitaire d'urgence, l'Assemblée générale a réclamé aujourd'hui une meilleure coordination des secours et le renforcement de la sécurité du personnel humanitaire. Elle a adopté plusieurs autres résolutions portant sur des sujets aussi divers que la lutte contre le paludisme, la restitution des biens culturels ou encore la culture de paix.

/...

### ***RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE***

/...

### **Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien ( [A/64/78](#) )**

Le Secrétaire général indique que pendant la période à l'examen, le Gouvernement du Premier Ministre Salam Fayyad a fait des progrès dans les domaines de la réforme fiscale et monétaire, ainsi que dans le secteur de la sécurité. Les donateurs ont versé 1,8 milliard de dollars aux fins du financement du budget de fonctionnement, une somme bien supérieure aux annonces de contribution faites à la Conférence des donateurs de Paris. À la Conférence internationale sur le soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de la bande de Gaza, tenue le 2 mars 2009, les donateurs ont annoncé des contributions d'un montant de 4,5 milliards de dollars en vue de répondre aux besoins du peuple palestinien.

Globalement, la situation économique et politique était difficile. L'isolement croissant, des divisions entre Palestiniens et le conflit armé ont entraîné une dégradation considérable des conditions économiques et humanitaires dans la bande de Gaza que le Hamas continue de contrôler. En Cisjordanie, bien que les restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation aient été assouplies à certains endroits, le nombre d'obstacles n'a globalement pas changé pendant la période considérée. L'implantation de colonies et d'avant-postes de peuplement s'est poursuivie et les démolitions de maisons se sont multipliées, en particulier à Jérusalem-Est.

Les négociations politiques bilatérales ont continué entre le Gouvernement d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sans aboutir à un accord. Malgré plusieurs tentatives de médiation de l'Égypte, aucun progrès n'a été accompli concernant la réconciliation entre Palestiniens, l'échange de prisonniers ou un cessez-le-feu durable.

Le rapport du Secrétaire général rend compte des efforts déployés par les organismes des Nations Unies, en collaboration avec l'Autorité palestinienne et les donateurs, pour venir en aide à la population et aux institutions palestiniennes.

/...

### ***Débat commun***

/...

M. PER ÖRNEÛS (Suède), au nom de l'Union européenne, a présenté les projets de résolution sur la sécurité du personnel humanitaire et sur l'assistance au peuple palestinien. Sur ce dernier projet, il a affirmé que l'Union européenne appuyait pleinement le projet du Gouvernement de l'Autorité palestinienne intitulé « La Palestine – Mettre fin à l'occupation et créer un État », avant de se dire gravement préoccupé par la situation humanitaire dans la bande de Gaza. Le représentant a engagé toutes les parties à contribuer activement à l'établissement d'une solution durable au conflit israélo-arabe.

/...

M. RYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a indiqué qu'au cours des dernières années écoulées, l'aide internationale au peuple palestinien a augmenté de manière significative. Or, cette augmentation n'a eu qu'un impact limité sur la sombre réalité sur le terrain, puisque les Palestiniens continuent de souffrir de l'agression militaire, du siège et de l'expansion coloniale. Cette tendance est intolérable et il est du devoir de la communauté internationale de déployer de sérieux efforts pour y mettre un terme. Pour que l'assistance internationale puisse aboutir aux résultats escomptés, la communauté internationale doit axer son énergie sur l'aide à l'Autorité nationale palestinienne en vue de la mise en œuvre de son programme d'instauration d'un État. Il s'agit de lui fournir des fonds, mais aussi de l'aider à surmonter les énormes obstacles posés par Israël sur le terrain pour entraver ce programme. Sans de tels efforts, l'assistance internationale et son rôle crucial finiront par couvrir les coûts de l'occupation israélienne au lieu de garantir le développement et la construction des institutions, si nécessaires, à un État palestinien indépendant, seul garantie pour la paix au Moyen-Orient.

L'Observateur permanent a ensuite mentionné le programme du Gouvernement palestinien, dévoilé le 25 août 2009, prévoyant l'établissement d'un État palestinien d'ici à deux ans, et qui a bénéficié de l'appui du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens (AHLC), du groupe de donateurs à l'Autorité palestinienne, ainsi que de celui de la communauté internationale, des Nations unies notamment. « Il importe donc de mettre en œuvre ce programme, l'objectif ultime étant d'annoncer, sous peu, que par la souveraineté, le peuple palestinien s'est libéré de la dépendance. Pour ce faire, nous avons besoin de votre assistance pour protéger vos investissements dans la paix et faire en sorte qu'il ne soient pas vains », a-t-il conclu.

/...

M. ANWAR OTHMAN AL-BAROUT (Émirats arabes unis)... Il a souligné l'importance particulière que son pays accorde à l'appui et à l'assistance au peuple palestinien et a rappelé qu'il avait fait des annonces de contribution à Charm el-Cheikh de l'ordre de 174 millions de dollars en vue de la reconstruction de Gaza.

/...

M. TALAL AL-MANSOUR (Koweït)... Le Koweït accorde également un appui notable à l'aide au développement et a souligné que l'atténuation des souffrances du peuple palestinien était « une obligation pour tous ». ...

/...

### **Explications de position**

/...

Le représentant de l'Iraq, au nom du Groupe des États arabes, a salué l'adoption de la même résolution en la qualifiant d'action positive pour les millions de personnes qui souffrent dans les situations d'urgence humanitaire. Il a remercié la Suède qui a consenti à des efforts infatigables pour rapprocher les points de vue. Il a toutefois exprimé le souci du Groupe des États arabes d'inclure dans la résolution la situation des personnes vivant sous occupation étrangère, notamment dans les territoires arabes. Cette requête, a-t-il prévenu, continuera d'être formulée devant toutes les instances des Nations Unies et ailleurs, notamment devant les instances européennes. L'obstruction de l'aide humanitaire dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza, confirme les craintes sur l'application du principe de « deux poids deux mesures » lorsqu'il s'agit de l'examen des droits de l'homme, a-t-il conclu.

/...

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**